UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR

REVUE DE PRESSE

ACTU: EDUCATION-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Revue de presse du 30 décembre 2024 au 3 janvier 2025

Intégration des daara dans le système éducatif, construction de nouvelles universités



Malgré les efforts consentis par les différents régimes, les défis restent majeurs dans le secteur de l'éducation et de la formation. C'est pourquoi, lors de sa Déclaration de politique générale, le Premier ministre Ousmane Sonko a fait plusieurs promesses. Il s'agit, entre autres, de l'application de l'obligation scolaire, l'intégration entière des daara dans le système éducatif, la livraison des chantiers universitaires, la construction de nouvelles universités, le développement des filières de formation professionnelles supérieures.

Dans sa communication, le Premier ministre Ousmane Sonko a évoqué la question de la scolarité obligatoire. « L'obligation scolaire de dix ans sera appliquée dans toute sa rigueur, avec pour ambition une réduction du taux de déperdition scolaire à 10 % au maximum. Des passerelles diplômantes et des accompagnements sociaux renforcés seront introduits, en particulier pour les jeunes filles », a-t-il déclaré.

Il a aussi parlé de la « modernisation des infrastructures éducatives qui s'accompagnera d'un recrutement conséquent d'enseignants bien formés et bénéficiant continuellement de programmes de recyclage ». Parmi les mesures annoncées par le Premier ministre, il y a la question des abris provisoires qui, selon lui, seront totalement éliminés d'ici 2029, l'introduction de l'intelligence artificielle dans les curricula et l'orientation des élèves dans les filières scientifiques. Ousmane Sonko a indiqué que « les daara seront entièrement intégrées dans le système 72 éducatif et mises à niveau pour ce qui concerne leurs infrastructures, équipements et référentiels ».

Ousmane Sonko a également promis que « la formation en alternance sera fortement développée, garantissant à de nombreux jeunes un apprentissage pratique et une transition rapide vers l'emploi ». Sur ce point précis, il dira : « Les jeunes bénéficieront de ce dispositif, qui sera soutenu par un fonds national et des incitations fiscales pour les entreprises partenaires. Des systèmes de certification par crédits transférables seront instaurés. Les dispositifs d'apprentissage traditionnel, auprès d'artisans ou d'entreprises informelles, seront appuyés pour permettre à des centaines de milliers de jeunes d'acquérir des compétences reconnues sur le marché du travail ».

https://www.sudquotidien.sn/integration-des-daara-dans-le-systeme-educatif-construction-de-nouvelles-universites-finalisation-des-chantiers-de-toutes-les-universites-les-promesses-de-sonko-dans-le-secteur-de-leduca/

Exclusion aux concours d'excellence : Les précisions de Guirassy



Des informations faisant état d'exclusion des enfants tardivement déclarés des concours d'excellence par le ministère de l'Education nationale (MEN) ont été partagées sur les réseaux sociaux. Dans un communiqué rendu public hier, lundi 23 décembre, le MEN apporte des précisions.

« Aucun candidat dont le dossier est conforme aux textes qui régissent les concours jusque-là n'a été exclu », lit-on dans le document signé le ministre de l'Education nationale Moustapha Guirassy. La même source ajoute : « Sur les dispositions en vigueur et mentionnées dans les arrêtés qui organisent les concours des écoles d'excellence, notamment le Lycée Scientifique d'Excellence de Diourbel (LSED), le Lycée d'excellence Mariama Bâ de Gorée (LEMBA), et le Collège DARA RAMA, il s'agit de jugements supplétifs d'état civil et non de déclarations tardives. À cet effet, les jugements supplétifs acceptés sont les suivants : 2 ans au plus après la naissance pour le LSED et le LEMBA, 5 ans au plus après la naissance pour le DARA RAMA. Ces critères ont été établis dans un souci d'équité et d'égalité des chances pour garantir une évolution harmonieuse au sein des établissements d'excellence. L'objectif principal est de maintenir des tranches d'âge homogènes parmi les élèves, particulièrement dans le contexte de l'internat ».

Le MEN annonce une révision des textes. « Conscient des enjeux et des situations particulières que peuvent rencontrer certaines familles, le Ministère de l'Éducation nationale travaille actuellement avec des experts juridiques et des spécialistes de l'état civil pour proposer une révision des textes régissant ces concours.

Education au Sénégal : Leçons de 2024, priorités pour 2025



La COSYDEP (Coalition des Organisations en Synergie pour la Défense de l'Éducation Publique) a dressé le bilan de l'année scolaire 2024 et esquissé les perspectives pour 2025. Selon l'organisation, les réformes prévues en 2025 devraient porter sur plusieurs axes majeurs : l'adaptation des curricula, le renforcement du pilotage et de la gouvernance du secteur, l'amélioration du système d'évaluation et de guidance scolaire, ainsi que l'optimisation des modes de financement et de leurs orientations.

Selon la COSYDEP, établir un bilan des 12 mois écoulés, c'est d'abord rappeler que l'année civile 2024 est à cheval sur deux années scolaires. En effet, précise-t-elle, l'année scolaire 2023 – 2024 s'est achevée avec des taux de réussite aux examens scolaires relativement bas (en moyenne un élève sur deux a réussi ou échoué dans tous les examens). Pour l'année scolaire 2024 – 2025, la COSYDEP souligne qu'elle a démarré avec une forte mobilisation des autorités et des communautés autour de la préparation de la rentrée, renforçant ainsi la campagne « Ubbi Tey Jàng Tey ».

D'après l'organisation, 2024 conforte ainsi la nécessité de « diversifier les alternatives pédagogiques face aux facteurs exogènes qui invitent à garantir la continuité des apprentissages en toute circonstance tout en assurant la protection des enfants, de leurs enseignants et des lieux d'apprentissage ».

Fin de la grève à l'université Assane Seck de Ziguinchor



Les étudiants de l'université Assane Seck de Ziguinchor actent leur retour dans les amphithéâtres pour le 06 janvier, mais ils rejettent fermement l'imposition de la session unique. Entre progrès sur certains points de revendications et engagements des autorités étatiques, les étudiants expriment leur satisfaction tout en se disant vigilants.

Un vent de décrispation souffle enfin à l'Université Assane Seck de Ziguinchor après les tensions qui ont émaillé ce Temple du savoir, il y a un mois. La coordination des étudiants appelle tous ses membres à rejoindre les amphithéâtres, le lundi 06 janvier 2025. Une décision prise hier, jeudi, par la structure des étudiants qui annonce la suspension du mot d'ordre de grève tout se disant vigilante et prête à poursuivre le combat si nécessaire. Toutefois, ces mêmes étudiants rejettent fermement l'imposition de la session unique car ils estiment qu'elle nuit à leur réussite. La coordination des étudiants réitère dès lors sa demande pour le retour à deux sessions normales avec deux rattrapages, une mesure cruciale pour garantir selon eux une évaluation académique juste et efficace. Les étudiants disent également avoir soumis leurs revendications au Ministère de l'Enseignement supérieur et au rectorat. Des doléances qui tournent autour de la livraison immédiate de la zone de production pour le restaurant de Diabir afin de garantir une meilleure prise en charge des besoins alimentaires des étudiants. Le redémarrage sans délai des chantiers du programme PGF-SUP dont les retards affectent gravement les conditions d'étude reste aussi une préoccupation des étudiants comme la mise en service des équipements du pavillon 1000 lits. Aussi exigent-ils la fermeture du pavillon E actuellement en état de délabrement avancé mais aussi la réhabilitation et la réfection des infrastructures pédagogiques existantes.

Mali : Un risque de grève de 144 heures dans l'enseignement supérieur



La nouvelle année 2025 risque d'être très compliquée pour l'administration universitaire et les étudiants du Mali car la Coordination des Syndicats de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (SNESUP-SECMA) compte observer une grève de 144 heures de fin janvier au début février 2025.

L'information a été rendue publique par la Coordination des Syndicats de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique composée du SNESUP et du SECMA à travers la lettre N°2024-021/SNESUP-SECMA avec objet un préavis de grève envoyé ce lundi 30 décembre 2024 à M Ministre du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue social. Selon les Secrétaires généraux du SNESUP-SECMA Dr Alou Diarra et Dr Bakary BERTHE, l'ordonnance N° 2017-036/P-RM du 27 septembre 2017, portant Statuts des Enseignants-Chercheurs de l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique ; de l'article 34 du Décret N° 2017-0850/P-RM du 09 octobre 2017 fixant les modalités d'application du Statut des Enseignants-Chercheurs de l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique et de la loi N° 87-47/AN-RM du 10 août 1987, relative à l'exercice du droit de grève dans les services publics en considération des conclusions de l'Assemblée Générale Unitaire du 24 décembre 2024 à la FST et les recommandations de la réunion de la coordination du 28 décembre 2024.

N'ont d'autre choix que de décréter une grève de 144 heures, allant du lundi 27 janvier au samedi 15 février 2025, automatiquement renouvelable, si leur revendication n'est pas satisfaite telle que l'application immédiate de la prime de recherche avec rappel, à compter de la date de signature de l'ordonnance 2017.

https://www.maliweb.net/education/enseignement-superieur-le-snesup-s ecma-projette-une-greve-de-144-heures-automatiquement-renouvelable -si-3089731.html#google_vignette

Nigeria : le gouvernement expose 6 axes stratégiques pour réformer l'éducation



Lors d'une réunion qu'il a tenue mardi avec les responsables régionaux de l'éducation, le ministre nigérian de l'Éducation, Tunji Alausa, a exposé les six axes stratégiques pour développer le système éducatif. « Au cours de la réunion, j'ai présenté l'initiative de renouvellement du secteur de l'éducation au Nigeria (NESRI), qui repose sur six piliers essentiels : promouvoir l'éducation STEM, réduire le nombre d'enfants non scolarisés, renforcer l'EFTP, promouvoir l'éducation des filles, exploiter les données et la numérisation, et renforcer l'assurance qualité », a déclaré le ministre.

Ces axes sont les composantes de l'initiative de renouvellement du secteur de l'éducation au Nigeria (NESRI) dont l'objectif est de faire passer le Nigeria d'une économie basée sur les ressources à une économie basée sur la connaissance. Notons que cette initiative, à son tour, est une déclinaison du programme politique « Renewed Hope » du président Bola Tinubu.

Dans la mise en œuvre du NESRI, le ministre a appelé les responsables de l'éducation de tout le pays à multiplier les projets destinés à atteindre les résultats en rapport avec les axes développés. Ainsi, ces derniers pourront, entre autres, donner la priorité aux programmes d'études STEM et à l'EFTP, mettre sur pied des initiatives localisées pour identifier et réintégrer les enfants non scolarisés, en particulier dans les zones sujettes aux conflits, et tirer parti des outils numériques et des données pour améliorer la gouvernance et la responsabilité dans les systèmes éducatifs des États.

Maroc : Les étudiants placés au cœur des réformes universitaires



Face aux défis d'une économie en constante évolution, la préparation des étudiants à intégrer le marché du travail apparaît comme une priorité essentielle. Le ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation, Azzedine El Midaoui a souligné mardi l'importance de former des diplômés compétents et adaptables, tout en modernisant les infrastructures universitaires pour favoriser leur épanouissement.

Répondant aux questions des parlementaires lors de la séance hebdomadaire tenue ce mardi 31 décembre 2024 à la Chambre des conseillers, El Midaoui a affirmé que le monde professionnel est en mutation rapide, marqué par l'essor de l'intelligence artificielle et de nouvelles technologies. Il a ainsi plaidé pour formation adaptée pour assurer une insertion réussie des diplômés sur le marché du travail.

D'un autre côté, il a mis l'accent sur la nécessité du développement des cités universitaires, visant à accroître non seulement la capacité d'accueil pour satisfaire les besoins des étudiants, mais également à améliorer la qualité des infrastructures afin de favoriser leur épanouissement personnel et académique.

Selon le ministre, le capital humain revêt une importance cruciale, constituant la pierre angulaire du développement. Il ne s'agit pas seulement d'alimenter le marché du travail, mais également de façonner le citoyen de demain, préparé intellectuellement et émotionnellement à relever les défis de l'avenir. La problématique de l'emploi est fondamentale, car le principal indicateur du succès de tout système éducatif ou d'enseignement supérieur réside dans le taux d'insertion des diplômés sur le marché du travail, a-t-il indiqué.

La Chine publie un rapport sur la recherche scientifique liée à la station spatiale



La Chine a publié son premier rapport détaillant les progrès réalisés dans la recherche scientifique et les applications liées à la station spatiale au cours des deux dernières années.

L'Agence chinoise des vols spatiaux habités (China Manned Space Agency, CMSA), qui a compilé ce rapport pour "marquer le deuxième anniversaire de l'achèvement de la construction de la station spatiale", a indiqué que des éditions similaires seraient publiées chaque année, en fonction de l'avancement des missions spatiales en cours.

Publié lundi, le rapport met en avant des domaines tels que la vie dans l'espace et la recherche sur le corps humain, les sciences physiques en microgravité, ainsi que les nouvelles technologies et applications spatiales.

Il présente 34 résultats de la recherche scientifique et des applications représentatifs, tirés des échantillons ramenés sur Terre, des données de recherche, des expériences en orbite et des avancées remarquables dans les projets scientifiques et d'application. Il met également en lumière diverses activités de vulgarisation scientifique, reflétant les capacités et l'esprit d'innovation de la Chine dans le domaine de la technologie spatiale, selon la CMSA.

La CMSA a souligné que la première série d'expériences scientifiques, de projets d'application et de tests technologiques menés à bord de la station spatiale s'était déroulée avec succès, produisant des résultats significatifs.